

Exode des populations burundaises à la recherche de la paix

PANA, 20 juin 2016 Bujumbura, Burundi- Le Burundi a célébré, lundi, la Journée internationale des réfugiés, dans l'absence de près de 260.000 de ses ressortissants ayant fui une crise politique interne, en cours de plus d'un an, vers les pays voisins, de l'autre, en l'absence d'au moins 60.000 demandeurs d'asile provenant, essentiellement, de la République démocratique du Congo (Rdc), a-t-on appris de source humanitaire à Bujumbura. Les cérémonies officielles de la journée devaient se dérouler à Kavumu, l'un des quatre principaux camps d'accueil des exilés congolais situés à Cankuzo, une province de l'extrême-est du Burundi, indique le programme du bureau local du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Hcr).

Les réfugiés congolais recensés au Burundi sont principalement originaires des provinces encore infestées de rébellions armées, au Sud-Kivu, et disent ne pas vouloir retourner au Congo, mais plutôt être réinstallés dans des pays plus sûrs, comme le Canada, la Norvège, le Royaume-uni, la Belgique ou encore les Etats-unis d'Amérique. L'histoire des réfugiés congolais au Burundi reste, par ailleurs, marquée par une violente attaque contre un camp de transit de Gatumba, sur la frontière du Burundi avec la Rdc, en août 2013. Des hommes non identifiés, armés de machettes, de fusils automatiques et de grenades avaient envahi de nuit le camp de Gatumba, à la périphérie ouest de Bujumbura, la capitale burundaise, faisant au moins 160 tués et plus de 100 blessés. La Burundi a également la triste réputation d'exporter cycliquement des réfugiés, essentiellement vers l'accueillante Tanzanie où un effectif de plus de 130.000 Burundais a planté ses baluchons, chassés par une nouvelle crise politique majeure dans le pays d'origine. Le Rwanda a aussi reçu son lot de réfugiés burundais de la crise, estimés actuellement à plus de 74.000 individus; le reste étant disséminé entre la Rdc, l'Ouganda et la Zambie. La crise d'abordante s'en est mêlée et le Burundi a dû réajuster son plan de passer par des réfugiés pour stabiliser la paix et la sécurité chez son voisin du sud; dont se défend Kigali. Recemment, les relations entre les deux pays se sont distendues encore plus suite à une vague d'expulsions du Rwanda de Burundais en situation d'immigrés économiques, « sans permis de travail et » en Ouganda, le précédent exode massif de la population avait atteint plus d'un million de citoyens et remontait à la seconde grande guerre civile des années 1990-2000. La première grande guerre civile des années 1970 avait vidé le pays de quelque 200.000 citoyens dont certains étaient restés en exil dans les pays voisins, essentiellement en Tanzanie, pendant plus de 30 ans. En 2007, la Tanzanie avait opté pour la naturalisation de 162.156 anciens réfugiés burundais et expliqua son geste par le souci de mettre fin aux situations d'exil prolongé dans le pays. En 2008, les Etats-unis, de leur côté, avaient accepté d'accueillir 10.000 réfugiés burundais vivant depuis des années dans des camps en Tanzanie en réponse à une demande du Hcr. D'autres réfugiés burundais ont préféré à regagner le pays d'origine, à la conclusion de l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la conciliation nationale, au bout de plus d'une décennie de guerre civile. Aujourd'hui encore, les nouveaux réfugiés burundais attendent le salut de l'issue du dialogue entre le pouvoir et l'opposition qui a été amorcé récemment à Arusha et à Bruxelles, la capitale belge, pour régler le différend politique des élections générales controversées de 2015. Le dialogue est facilité par l'ancien président tanzanien, Benjamin Mkapa, avec un mandat de la Communauté de l'est/Afrique de l'est/East african community (C